



SOLIDAIRES aux Finances

SNUI - SNUCCRF - SOLIDAIRES-DOUANES - SUD TRÉSOR - SUI - SUD INSEE
SUD ADMINISTRATION CENTRALE MINEFI - SUD CDC - SUD CNP - SNABF-Solidaires

93bis, rue de Montreuil 75011 PARIS
solidairesfinances@solidairesfinances.fr - <http://www.solidairesfinances.fr>

Déclaration liminaire
CNAS du 16 décembre 2008

Monsieur le Président,

Aujourd'hui 16 décembre, à quelques jours de Noël, période de trêve en principe, ce ne sont ni la joie, ni l'allégresse qui envahissent l'esprit des agents de nos ministères, bien au contraire, c'est bien sur fond de crise que se réunit ce CNAS Budgétaire.

Crise financière, crise économique, crise sociale, voilà ce qui préoccupe tous nos concitoyens, et nos agents en particulier. Car la fin de l'été s'est accompagnée de la panique à Wall Street, des faillites en série d'établissements bancaires, de la déroute du système financier, révélant un monde malade de son libéralisme, de ses spéculateurs en tous genres, de ses amoureux de la performance.

Et pourtant, on nous avait dit que la France n'avait rien à craindre de la crise des subprimes aux Etats-Unis ; il n'y a pas si longtemps, notre ministre du Budget, se voulant sûrement rassurant, affirmait que la France serait épargnée par la crise, mais depuis quelques semaines, le discours officiel est de constamment répéter que la crise est profonde, qu'elle va durer, et que le chômage va augmenter inéluctablement. Après nous avoir fait le coup de Tchernobyl, ne s'agit-il pas à présent de conditionner l'opinion publique pour faire monter son taux d'acceptabilité, son seuil de tolérance d'une situation pourtant inacceptable, où la loi du marché, sans interventionnisme des Etats, et sans réglementation, a laissé faire et laisser s'enrichir les plus riches, au détriment des plus démunis et des pays les plus pauvres ?

Les chantres de l'ultra libéralisme, qui n'avaient rien vu venir, les Alain MINC et consorts, viennent aujourd'hui nous donner des leçons sur l'interventionnisme du politique, sur la nécessité de creuser davantage le déficit public pour renflouer les banques, sur la relance de l'Economie par des politiques de grands travaux et de soutien aux entreprises.

Quel revirement, quel paradoxe !

Mais, en attendant, la mise en liquidation d'entreprises telles que la CAMIF et les sous traitants de l'automobile est une réalité immédiate. Les salariés vivent au quotidien la récession, le chômage technique, les pertes d'emplois, et bons nombres d'agents de nos ministères n'y échappent pas, quand leur conjoint ou leurs enfants sont directement concernés.

Dans un tel contexte, d'aucuns franchiront vite le pas pour nous faire à nouveau observer qu'en exerçant dans les ministères économiques et financiers, nous sommes des nantis, et qu'oser réclamer des augmentations de salaires dans une période aussi difficile relève d'une grande indécence.

- C'est oublier qu'on nous rabâche ce sempiternel discours depuis près de 20 ans, crise ou pas !
- C'est oublier qu'on demande depuis des années à tous nos agents de faire encore et encore des sacrifices sur l'autel des rémunérations.
- C'est oublier les pertes de pouvoir d'achat cumulées que nous subissons depuis les années 2000, et qui avoisinent les 9%
- C'est oublier qu'en réponse à une inflation proche de 4 % en un an, il nous a été accordé une piètre augmentation de 0,8%.

Pour seule réponse à nos demandes de remise à niveau des rémunérations ?

- La GIPA, qui s'ajoute à l'effet GVT que nous dénonçons depuis sa mise en place, et la mobilité subie.

Mais où est l'indécence quand le credo de notre gouvernement actuel semble être « le SMIC pour tous les fonctionnaires », et quand notre ministre du Budget ose clamer sur les ondes que le bouclier fiscal est une véritable mesure de justice fiscale ?

Nous ne devons pas avoir la même définition du mot JUSTICE, et Solidaires Finances ne contredira donc pas Jean de la Fontaine quand il écrivait « selon que vous serez puissants ou misérables... ».

Alors, bien évidemment, dans notre ministère, il nous reste l'action sociale, à un haut niveau quand on se compare à d'autres.

Certes, nous ne doutons pas, Monsieur le Président, que vous avez une fois encore déployé toute votre énergie à ce que ce budget d'action sociale soit préservé, dans sa nature et dans son montant.

Néanmoins, une fois de plus, ce budget ne nous laisse aucune possibilité de mettre en œuvre de nouvelles prestations, que ce soit par exemple vis-à-vis des enfants poursuivant leurs études, ou vis-à-vis des retraités qui subissent la suppression de l'aide ménagère à domicile.

Cette crise économique s'accompagne aussi d'une crise immobilière dans laquelle rien ne se vend et rien ne s'achète, faute d'obtention de crédits. Et pourtant le montant des transactions ne baisse quasiment pas !

Nous aurions évidemment souhaité un véritable élargissement des prêts bonifiés, bien au-delà de ce que prévoit ALPAF, en montant et en champ des bénéficiaires, mais ce budget ne le permettra pas.

Quant à la restauration, selon que l'on travaille à Bercy ou à CARPENTRAS, du fait de subventions inégales, le prix payé par les rationnaires est inversement proportionnel à la prestation servie, et le budget 2009 ne le prend pas en considération.

Et que dire du relèvement des plafonds d'harmonisation tarifaire pour 2009, au-delà de l'inflation, et d'une valeur faciale du titre restaurant encore inchangée ? Mais nous aurons l'occasion de revenir, au cours de ce CNAS, sur tous ces sujets et tous les autres qui relèvent de l'action sociale.

Alors pour conclure, nous dirons que certains apprentis sorciers et autres margoulines ont semé du virtuel, et nous avons récolté le chaos et la misère.

Plus que jamais, cela nous conforte donc à Solidaires Finances, dans notre idée de continuer à semer de l'utopie pour récolter du réel, tout en sachant nous limiter aux champs du possible.

Je vous remercie.